

COMMUNIQUE DE PRESSE

Vingt-deuxième réunion du Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques

Rabat, le 23 décembre 2025

Le Comité de Coordination et de Surveillance des Risques Systémiques (CCSRS) a tenu le mardi 23 décembre sa vingt-deuxième réunion au siège de Bank Al-Maghrib à Rabat.

Après avoir dressé le bilan définitif de la précédente feuille de route de stabilité financière, le Comité a examiné et validé la nouvelle feuille de route, qui vise à consolider les acquis et à renforcer le dispositif national de stabilité financière. Celle-ci s'articule autour de cinq axes structurants : le renforcement du cadre institutionnel et légal, l'approfondissement du dispositif analytique, le développement des instruments macroprudentiels, le renforcement du cadre de résolution et de gestion de crise, ainsi que l'amélioration des actions de communication en matière de stabilité financière.

Il a ensuite procédé à l'examen de la cartographie des risques systémiques et passé en revue les résultats des travaux de son sous-comité mensuel permettant une analyse holistique de la situation du système financier et des tendances macroéconomiques observées et attendues. Le Comité a ainsi relevé ce qui suit :

- Bien que l'économie mondiale ait fait preuve d'une relative résilience au titre du premier semestre 2025, soutenue par l'effet temporaire d'anticipation des hausses tarifaires, elle devrait continuer à ralentir en 2026 et ne connaîtrait d'amélioration qu'en 2027, avec des perspectives demeurant entourées de fortes incertitudes, liées notamment à l'évolution et aux implications de la politique tarifaire américaine et à la persistance des tensions géopolitiques. En dépit de cette conjoncture internationale, la croissance de l'économie nationale devrait, selon les projections de Bank Al-Maghrib, marquer une accélération notable de 3,8% en 2024 à 5% en 2025, et se consolider à 4,5% en moyenne sur l'horizon 2026-2027, à la faveur notamment de la dynamique de l'investissement. Pour ce qui est de l'inflation, et après un taux moyen de 0,8% sur les onze premiers mois de 2025, celle-ci devrait s'accélérer à 1,3% en 2026 puis à 1,9% en 2027. Sur le volet des comptes extérieurs, le déficit du compte courant demeurerait contenu à 1,8% du PIB en 2025 et resterait en deçà de 2% les deux prochaines années. Parallèlement les avoirs officiels de réserve devraient se renforcer davantage à court terme, assurant une couverture autour de cinq mois et demi d'importations de biens et services.
- En matière de finances publiques, le déficit budgétaire devrait poursuivre son atténuation, passant de 3,8% du PIB en 2024 à 3,5% en 2025 puis à 3% sur la période 2026-2028. Tenant compte de cette dynamique, le ratio de la dette du Trésor au PIB devrait s'alléger progressivement revenant de 67,7% en 2024 à 67,4% en 2025, puis à 65,9% en 2026 avant de passer à 64,9% en 2027 et 64% en 2028.
- Sur le plan monétaire, le besoin de liquidité bancaire devrait continuer à s'accroître, passant de 132,1 milliards de dirhams en 2025, à 146,8 milliards en 2026 et à 158 milliards en 2027, en lien notamment avec la progression prévue de la circulation fiduciaire. En dépit de ces conditions,

le crédit bancaire au secteur non financier, devrait s'accélérer à 4,1% en 2025 et à 5% en moyenne sur l'horizon de projection. Le taux des créances en souffrance reste relativement élevé s'établissant à 8,4% en 2024 et à 8,7% à fin septembre 2025, pour un taux de provisionnement légèrement amélioré à 69%.

- Le secteur bancaire a confirmé le renforcement de ses fondamentaux financiers, affichant une rentabilité soutenue et une bonne adéquation de ses fonds propres. A fin juin 2025, le résultat net du secteur, établi sur base sociale, poursuit une progression soutenue de 25% en lien avec les performances des activités de marché et d'intermédiation. Cette performance a permis de consolider davantage la solvabilité du secteur qui affiche, en moyenne, un ratio de fonds propres de catégorie 1 et global de 13,8% et 16,4%, respectivement (pour des minima réglementaires de 9% et 12%). Sur base consolidée, ces ratios ressortent à 12,3% et à 14,3% au terme du premier semestre 2025. Les tests de résistance macroéconomiques menés par Bank Al-Maghrib confirment la résilience du secteur face aux chocs, dans le respect des exigences prudentielles. Le ratio de liquidité à court terme demeure supérieur au seuil réglementaire.
- S'agissant des Infrastructures des Marchés Financiers, les résultats du suivi et des évaluations effectuées confirment leur forte résilience aussi bien sur le plan financier que sur le plan opérationnel et laissent conclure qu'elles présentent toujours un niveau de risque faible pour la stabilité financière.
- De même, le secteur des assurances a continué d'afficher des fondamentaux solides. A fin octobre, les primes émises ont atteint 53,6 milliards de dirhams, en hausse de 8,1% par rapport à la même période de 2024. Cette progression a concerné aussi bien la branche non-vie (+7,9%) que la branche vie (+8,3%).
- Sur le plan financier, le portefeuille des placements du secteur s'est apprécié de 5% pour s'établir à 257,9 milliards de dirhams. Pour leur part, les plus-values latentes ont enregistré une progression exceptionnelle de 71,6% par rapport à fin 2024 pour atteindre 63,6 milliards de dirhams, profitant de la bonne dynamique du marché boursier et de la baisse des taux.
- S'agissant du résultat net, il s'est amélioré de 13,4 % en glissement annuel, porté par la bonne performance de l'activité financière.
- En matière de solvabilité, le secteur des assurances continue d'afficher une marge moyenne largement supérieure au minimum réglementaire sous le référentiel prudentiel en vigueur.
- Au niveau de la place boursière de Casablanca, l'indice MASI et la capitalisation boursière ont poursuivi leur dynamique haussière. Au 22 décembre 2025, le MASI affiche une progression annuelle de 28,2 %, tandis que la capitalisation boursière a augmenté de 38 %, pour atteindre 1039,7 milliards de dirhams. Dans le même temps, la volatilité du marché a enregistré une légère décélération au cours du second semestre 2025, avec un niveau moyen de 14,63 %, contre 15,43 % au premier semestre. Le ratio de liquidité du marché boursier a, pour sa part, poursuivi sa tendance haussière entamée en 2023, s'établissant à 15,45 % à fin novembre 2025, contre 12,45 % à fin 2024 et 8,88 % à fin 2023.
- Sur le marché obligataire, la tendance baissière des taux s'est globalement maintenue en 2025, avec toutefois un début de resserrement observé au dernier trimestre de l'année. Les émissions de bons du Trésor se sont élevées à 154,6 milliards de dirhams à fin novembre 2025, contre 180 milliards de dirhams à la même période de 2024. L'encours des bons du Trésor s'est établi à 794,3 milliards de dirhams à fin novembre 2025. Parallèlement, sur le marché de la dette

privée, les émissions ont atteint 100,3 milliards de dirhams, contre 84,3 milliards de dirhams un an auparavant, portant l'encours total à 296,7 milliards de dirhams, en hausse de 6,7 %.

- Au 5 décembre 2025, l'actif net global des OPCVM s'est établi à 803,74 milliards de dirhams, enregistrant une progression de 23 % depuis le début de l'année. Cette évolution est portée à la fois par des souscriptions nettes des investisseurs, qui se sont élevées à 105,11 milliards de dirhams, et par les bonnes performances des OPCVM actions et diversifiés, en lien avec la dynamique favorable du marché boursier. Concernant les autres catégories d'OPC, les données à fin septembre indiquent une stabilisation des actifs nets des OPCI autour de 109 milliards de dirhams, ainsi que des progressions soutenues des encours des OPCC et des FPCT, qui atteignent respectivement 4,8 milliards et 28,9 milliards de dirhams, en hausse de 52,8 % et 66,2%.
- S'agissant de la base des investisseurs sur le marché des capitaux, le regain d'intérêt des personnes physiques observé au cours du précédent semestre s'est confirmé, en particulier sur le marché boursier, comme en témoigne la hausse du nombre de souscripteurs lors des récentes introductions en bourse. De même, le nombre de comptes titres et le nombre de porteurs de parts d'OPCVM ont poursuivi leur progression, enregistrant des hausses annuelles respectives de 29 % et 21 %, principalement portées par les personnes physiques résidentes.

Enfin, le Comité a été informé de la tenue, le 27 novembre dernier à Rabat, d'une réunion de haut niveau entre les responsables du GAFIMOAN et les autorités marocaines, marquant le lancement officiel du processus d'évaluation mutuelle du dispositif national de LBC-FT, prévue à compter de novembre 2026, dans le cadre du 3^{ème} cycle de cet exercice. Cette rencontre a également été l'occasion de réaffirmer l'engagement politique du Maroc en faveur d'une mobilisation coordonnée de l'ensemble des parties prenantes nationales, en vue d'assurer le bon déroulement et la réussite de cette évaluation.

Dans ce cadre, le Comité a pris acte de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la feuille de route du secteur financier, élaborée en déclinaison de la stratégie nationale LBC-FT portée par l'ANRF et ce, en perspective de cette évaluation.